



RAPPORT ANNUEL 2014-15

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
de
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**



MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

St-Jean, le 14 décembre 2015

Honorable Dale Kirby, MHA
Ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
C.P. 8700
St-Jean (TNL) A1B 4J6

Monsieur le Ministre,

Conformément aux exigences du *Transparency and Accountability Act* pour les entités de «Catégorie Un», j'ai le plaisir de vous soumettre le rapport de rendement annuel 2014-15 du Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP).

Le plan stratégique 2014-17 décrit l'engagement du CSFP à l'égard des services d'éducation francophone améliorés, des écoles accueillantes et sécuritaires et de l'amélioration des apprentissages par l'intégration des compétences du 21^e siècle et de la technologie. Le présent rapport est donc axé sur l'atteinte des objectifs identifiés, du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

Je signe donc ce rapport, Monsieur le Ministre, au nom des membres du Conseil d'administration du CSFP.

En vous remerciant de votre collaboration dans le développement de l'éducation francophone à Terre-Neuve-et-Labrador, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.



Ali Chaisson, Président



PROFIL DU CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL

Vision du CSFP

La vision du Conseil scolaire francophone provincial est celle d'un système d'éducation de langue française et de cultures francophones permettant la réussite, la construction identitaire, l'épanouissement et l'ouverture sur le monde de chaque élève.

Mission

En date du 30 juin 2017, le Conseil scolaire francophone provincial aura amélioré le système éducatif francophone afin d'assurer que les élèves possèdent les habiletés nécessaires à leur réussite tout en préservant leur identité culturelle francophone.

Mandat

Le mandat du CSFP est d'offrir la programmation prescrite ou approuvée pour les élèves de la maternelle à la 12^e année dans le système scolaire d'enseignement en français langue première. L'annexe A présente la liste entière des responsabilités et des pouvoirs du CSFP selon la *Loi scolaire, 1997*.



PROFIL DU CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL

Les bureaux administratifs du CSFP sont sis au 65, chemin Ridge, St-Jean, TNL, soit au Centre Scolaire et communautaire des Grands-Vents.

Le 30 septembre 2014, le CSFP avait une clientèle de 358 élèves, de la maternelle à la 12^e année. De plus, l'entente avec la Commission scolaire du Littoral du Québec est toujours en vigueur, pour permettre la scolarisation des jeunes de L'Anse-au-Clair.

Les cinq écoles du CSFP sont de catégorie «petite» selon le Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. En 2014-15, il y avait 18 élèves à l'École Boréale (Happy Valley-Goose Bay), 36 élèves au Centre éducatif l'ENVOL (Labrador City), 48 élèves à l'École Notre-Dame-du-Cap (Cap Saint-Georges), 88 élèves à l'École Sainte-Anne (La Grand'Terre), et 168 élèves à l'École des Grands-Vents (Saint-Jean).

Le budget total du CSFP était de 9 020 000 \$ en 2014-15. Les états financiers se trouvent dans l'annexe B.

Pour l'année scolaire 2014-15, le Conseil d'administration du CSFP était composé de six conseillers, quatre postes étant vacants.

CONSEILLERS DU CSFP (en date du 30 juin 2015)	
Nom	Région
Ali Chaisson	Saint-Jean
Charly Mini	Saint-Jean
Crystal Benoit	Péninsule de Port-au-Port
Edna Hall	Péninsule de Port-au-Port
<i>Vacant</i>	Péninsule de Port-au-Port
<i>Vacant</i>	Péninsule de Port-au-Port
Brian Lee	Labrador Ouest
<i>Vacant</i>	Labrador Ouest
Dinah Pitre-Payne	Labrador Est
<i>Vacant</i>	Labrador Est



Pour l'année scolaire 2014-15, le personnel du CSFP se répartissait comme suit :

PERSONNEL DU CSFP, 2014-15			
Catégories:	Femmes	Hommes	Total:
Bureau du CSFP	6	4	10
Enseignants	30	13	43
Directions d'écoles	4	1	5
Autres	17	6	23
Total	57	24	81

SECTEURS D'ACTIVITÉ DU CSFP

Le Conseil scolaire francophone provincial a deux secteurs d'activité :

1. Programmes et services, maternelle à la 12^e année

Les écoles francophones offrent les programmes et les cours prescrits ou approuvés par le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, de la maternelle à la 12^e année. L'année qui précède leur entrée à la maternelle, les écoles francophones offrent aux enfants la possibilité de suivre le programme Bon départ, destiné à les préparer à la maternelle.

2. Le transport

Le Conseil scolaire francophone provincial est responsable du transport des élèves de leur maison, aller et retour, en conformité aux politiques du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance.



CONTRIBUTION DES PARTENAIRES DU CSFP

Pour atteindre les buts de son plan stratégique, le CSFP travaille avec les partenaires suivants :

1. Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance est responsable de veiller au respect de la *Loi scolaire, 1997*, qui définit les rôles et responsabilités des conseils scolaires. Le Ministère détermine les programmes d'apprentissage et élabore les politiques administratives et éducatives qui s'appliquent aux conseils scolaires. Ces derniers sont imputables au ministère de l'Éducation pour la gestion de leurs programmes et services, ainsi que pour la gestion et l'administration de leurs ressources humaines et financières. Environ 87,6 % du budget total du CSFP provient du ministère de l'Éducation.

2. Patrimoine Canada

Patrimoine Canada est le ministère fédéral responsable de négocier l'entente fédérale/provinciale pour les programmes de langues officielles en éducation (PLOÉ) avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Cette entente assure le financement des services et des programmes supplémentaires requis pour l'enseignement dans la langue de la minorité, et pour la promotion de la langue française et des cultures francophones. Environ 10,5 % du budget total du CSFP provient de cette entente. Le reste du budget du CSFP (1,9 %) provient de la location des espaces au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents et au Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne.

3. Organismes francophones

Au niveau provincial, des ententes avec la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) sont toujours en vigueur pour la mise en œuvre des programmes de francisation communautaire; avec l'Association communautaire de St-Jean (ACFSJ) pour l'opération du Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents; avec l'association régionale de la côte ouest (ARCO) pour l'opération du Centre scolaire et communautaire Ste-Anne.

4. Autres partenaires

L'entente avec le Newfoundland and Labrador English School District pour le transport scolaire à Happy Valley-Goose Bay et Labrador City demeure en vigueur. De plus, une entente avec la Commission scolaire du Littoral est maintenue pour que les élèves francophones de la région de L'Anse-au-Clair puissent fréquenter l'école Mgr Scheffer, à Lourdes-de-Blanc-Sablon, au Québec.



FAITS SAILLANTS AU CSFP

Effectifs scolaires

En 2014-15, le nombre d'effectifs scolaires était stable, avec une augmentation de deux élèves, pour un total de 358 élèves. L'École Sainte-Anne a connu une augmentation au secondaire, permettant l'offre d'un nouveau cours de maths avancées (Maths 2230). De plus, l'École des Grands-Vents a maintenu les élèves au secondaire.

Développement de la technologie

Le CSFP a poursuivi la mise en œuvre de PowerSchool en 2014-15; toutes les écoles à tous les niveaux sont entièrement fonctionnels en ce qui concerne l'inscription des étudiants, les horaires, et les absences. En outre, tous les enseignants de cours de l'intermédiaire et du secondaire ont mis en œuvre la composante *Carnet de notes* pour enregistrer les notes et les commentaires. Ainsi, les bulletins pour les élèves de l'intermédiaire et du secondaire ont été générés en utilisant PowerSchool. L'acquisition et l'installation de tableaux blancs interactifs ont continué, et les enseignants ont pu profiter de la formation pour l'exploitation des tableaux blancs interactifs. En fait, toutes les écoles sont maintenant équipées de tableaux blancs interactifs ou des technologies compatibles (e-beam).

Mise en place de programmes et formation

En 2014-15, tous ceux qui enseignaient de nouveaux cours ont bénéficié de formation en suivant le modèle de l'apprentissage professionnel du Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Il était question d'English Language Arts 5^e, English 2201, Mathématiques 2231 et 3231, Mathématiques 4^e et Arts plastiques 8^e/9^e.

Évaluation de la petite enfance

Les enseignants de maternelle ont participé à une formation d'une journée au sujet de l'évaluation de la petite enfance. Les enseignants de maternelle de quatre des cinq écoles ont complété les deux volets de cette évaluation, l'évaluation directe et l'appréciation de l'enseignant. Les enseignants ont élaboré le profil des élèves inscrits à Bon Départ, dans le but d'identifier des stratégies et des interventions pour répondre aux besoins des élèves. L'identification précoce des défis et des besoins des élèves permettra la mise en œuvre de stratégies et d'interventions pour bien préparer les élèves à la maternelle et pour améliorer leur apprentissage et leur développement des élèves.



LES OBJECTIFS DU CSFP POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2014-15

Trois enjeux ont servi de lignes directrices pour déterminer les activités du CSFP du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2014. Ces enjeux sont :

1. les services éducatifs francophones améliorés;
2. les écoles accueillantes et sécuritaires; et
3. l'amélioration des apprentissages par l'intégration des compétences du 21^e siècle et la technologie.

Cette section traite de l'atteinte des objectifs et des indicateurs pour 2014-15, et décrit les objectifs et les indicateurs de chacun pour 2015-16.

ENJEU 1 : SERVICES ÉDUCATIFS FRANCOPHONES AMÉLIORÉS

Le Conseil scolaire francophone provincial s'engage à assurer que la qualité de l'éducation offerte dans ses écoles soit excellente. En plus de l'enseignement des programmes du Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, le CSFP est aussi mandaté de soutenir les élèves au développement de leur identité culturelle en tant que francophones. Une approche systémique pour améliorer la littératie et la numératie créera les fondements pour l'amélioration globale de l'apprentissage et du rendement des élèves. En cette période de littératies multiples, dans laquelle les élèves sont pris en charge dans la construction de leur apprentissage, une approche intégrée est souhaitable. À cette fin, le CSFP croit qu'il est essentiel de définir un cadre pour répondre aux besoins de tous les élèves dans divers milieux d'apprentissage. En outre, intégrer pleinement la culture au programme scolaire permettra aux élèves d'améliorer leur connaissance et leur appréciation de la culture et du patrimoine francophone, et de renforcer leur propre identité comme francophones. Cela fait partie du mandat culturel du CSFP. Les activités du CSFP qui assurent la haute qualité de l'éducation soutiennent l'orientation stratégique du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance que « les fondements de l'éducation sont renforcées pour chaque élève tout au long du primaire, de l'élémentaire et du secondaire », notamment les éléments qui touchent le rendement scolaire et le curriculum.

But 1 : En date du 30 juin 2017, le Conseil scolaire francophone provincial aura développé et mis en œuvre des stratégies pour améliorer les apprentissages des élèves.

Mesure : Développé et mis en œuvre des stratégies

Indicateurs :

- Mis en œuvre d'un plan de littératie M-6
- Mis en œuvre d'un plan de numératie M-6
- Amélioré l'intégration d'activités visant la construction identitaire francophone des élèves

**Objectif de 2014-15 :**

En date du 30 juin 2015, le Conseil scolaire francophone provincial aura élaboré des stratégies pour améliorer les apprentissages des élèves.

Mesure : Élaboré des stratégies pour améliorer les apprentissages des élèves

Indicateurs :

- Développé le plan de littératie M-6
- Développé le plan de numératie M-6
- Développé un plan pour l'intégration des activités culturelles aux programmes scolaires

Indicateur : Développé le plan de littératie M-6

En raison de contraintes du personnel, le plan de littératie M-6 n'a pas été complété en 2014-15. Toutefois, on a amorcé le travail. La directrice des services éducatifs, la coordonnatrice de français/anglais/sciences humaines et la coordonnatrice de maths/sciences ont fait deux séances de travail avec la conseillère pédagogique de français langue première du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour adapter le plan de littératie provincial (anglais). Bien que le comité ait fait des progrès, le plan est toujours à l'étape de premier projet, et serait terminé au cours de l'automne 2015-16.

Indicateur : Développé le plan de numératie M-6

En raison de contraintes du personnel et de priorités concurrentes, le plan de littératie M-6 n'a pas été complété en 2014-15. Le CSFP est limité à une coordination de mathématiques/sciences/technologie. Étant donné le nombre de nouveaux cours et de nouveaux enseignants, on a favorisé du soutien aux enseignants pour la mise en œuvre des nouveaux cours. Le plan sera complété en 2015-16.

Indicateur : Développé un plan pour l'intégration des activités culturelles aux programmes scolaires

Le plan pour l'intégration culturelle n'a pas été complété en 2014-15 à cause de priorités concurrentes. En dépit de ceci, on a réalisé certaines activités qui feront partie du plan et permettront l'intégration systématique de la culture. En septembre 2015, la directrice des services éducatifs a suivi une formation à propos de la Pédagogie à l'école de langue français (PELF), une approche pour l'intégration de la culture en milieu minoritaire linguistique qui place la culture au cœur de toutes les activités et interactions, éducatives et sociales à l'école. Les directions d'école, ainsi que quelques enseignants, ont participé à une formation à propos de cette pédagogie lors des journées pédagogiques du district (octobre 2014). Depuis cette date, des directions d'école continuent la formation avec les enseignants, en incorporant quelques-uns des scénarios de la PELF dans les réunions de l'équipe-école. La PELF sera un des piliers du plan pour l'intégration culturelle, qui sera complété en 2015-16.

Objectif de 2015-16 :

En date du 30 juin 2016, le Conseil scolaire francophone provincial aura mis en œuvre des stratégies pour améliorer les apprentissages des élèves.

Mesure : Mise en œuvre de stratégies pour améliorer les apprentissages des élèves

**Indicateurs :**

- Complété le plan de littératie M à 6 et mise en œuvres de certaines initiatives
- Complété le plan de numératie M à 6 et mise en œuvres de certaines initiatives
- Développé un plan pour l'intégration des activités culturelles aux programmes scolaires

ENJEU 2 : ÉCOLES ACCUEILLANTES ET SÉCURITAIRES

Le CSFP respecte les lignes directrices de la politique des écoles accueillantes et sécuritaire du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, ainsi que la politique sur l'intimidation et les lignes directrices sur du soutien au comportement positif. Des activités et des initiatives ont été mis en œuvre dans le but de favoriser un milieu propice à l'apprentissage pour tous, et pour promouvoir le bien-être physique et mental de tous. Initiatives et activités sont en cours. Le CSFP attend la traduction des documents du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, afin de mettre pleinement en œuvre toutes les politiques et les lignes directrices d'une manière systémique. Les activités du CSFP qui assurent la haute qualité de l'éducation soutiennent l'orientation stratégique du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance que « les fondements de l'éducation sont renforcées pour chaque élève tout au long du primaire, de l'élémentaire et du secondaire », notamment à travers la mise en œuvre de la politique des écoles accueillantes et sécuritaires l'inclusion scolaire.

But 2: En date du 30 juin 2017, le Conseil scolaire francophone provincial aura amélioré l'environnement de toutes ses écoles pour assurer un milieu accueillant, sécuritaire et propice à l'apprentissage.

Mesure : Environnement scolaire amélioré

Indicateurs :

- Amélioré les procédures des écoles accueillantes et sécuritaires
- Mis en œuvre des procédures de soutien au comportement positif dans toutes les écoles
- Amélioré les procédures qui ont trait à l'intimidation

Objectif de 2014-15 :

En date du 30 juin 2015, le Conseil scolaire francophone provincial aura commencé la mise en œuvre des directives et des procédures des écoles accueillantes et sécuritaires.

Mesure: Mis en œuvre d'initiatives

Indicateurs :

- Mis en œuvre des procédures des écoles accueillantes et sécuritaires
- Commencé la mise en œuvre des procédures des soutiens au comportement positif
- Commencé la mise en œuvre de la directive et des procédures sur l'intimidation



Indicateur: Mis en œuvre des procédures des écoles accueillantes et sécuritaires

Chaque école a poursuivi la révision et la mise à jour de son code de vie en 2014-15, en se servant des lignes directrices du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Les écoles ont soumis la version révisée en juin 2015, pour la mise en œuvre en 2015-16. D'autres domaines qu'on a travaillés en 2014-15 étaient les soutiens au comportement positif et la prévention de l'intimidation. En plus, les écoles ont poursuivi la mise en place des protocoles de sécurité et d'urgence, incluant les évacuations d'urgence et les pratiques de confinement (trois par école).

Indicateur: Commencé la mise en œuvre des procédures des soutiens au comportement positif

Un atelier à propos des soutiens au comportement positif était offert aux enseignants lors des journées pédagogiques du CSFP (octobre 2014). Trois écoles ont suivi une formation à propos des soutiens au comportement positif, qui est un protocole qui définit l'application du code de vie de l'école. Ils comprennent l'élaboration d'attentes de comportement claires et bien définies, l'enseignement, le modelage et la mise en pratique de comportements attendus, et la reconnaissance et la valorisation de comportements positifs. Le processus inclut un continuum de soutiens afin d'appuyer les besoins de tous les élèves. Les écoles ont incorporé les soutiens au comportement positif à leur code de vie, mettant en place des initiatives pour valoriser le comportement positif chez les élèves, dont des assemblées mensuelles et des présentations pour reconnaître les bonnes actions des élèves.

Indicateur : Commencé la mise en œuvre de la directive et des procédures sur l'intimidation

En février 2015, les directions d'école ont suivi une formation à propos du programme contre l'intimidation DIRE. DIRE, qui représente « Demander de l'aide », « Ignorer », « Reculer » et « En parler », outille les élèves M à 3 à bien réagir face à l'intimidation. Dans le cadre d'une formation en ligne de 90 minutes, les enseignants avaient accès à des ressources pour la mise en place du programme. Toutes les écoles du CSFP mettront en place ce programme en 2015-16. Une autre initiative à laquelle ont participé toutes les écoles était la journée tee-shirt rose contre l'intimidation (le 25 février 2015).

Objectif de 2015-16:

En date du 30 juin 2016, le Conseil scolaire francophone provincial aura continué la mise en œuvre de stratégies pour assurer un milieu accueillant et sécuritaire.

Mesure : Continué la mise en œuvre de stratégies

Indicateurs :

- Continué la mise en œuvre des procédures des écoles accueillantes et sécuritaires
- Mis en œuvre des procédures des soutiens au comportement positif dans toutes les écoles
- Continué la mise en œuvre de la directive et des procédures sur l'intimidation



ENJEU 3 : AMÉLIORATION DES APPRENTISSAGES PAR L'INTÉGRATION DES COMPÉTENCES DU 21^e SIÈCLE ET DE LA TECHNOLOGIE

À l'école du 21^e siècle, la technologie est essentielle à l'apprentissage et la réussite des élèves, ainsi qu'au développement professionnel des enseignants. À cette fin, les enseignants et le personnel du bureau administratif doivent avoir de l'apprentissage professionnel à propos de l'enseignement au 21^e siècle et d'avoir les outils nécessaires d'un tel environnement. Il leur faut aussi des occasions de modéliser et de mettre en pratique les processus de l'apprentissage au 21^e siècle, y compris la collaboration, la créativité et la pensée critique. L'amélioration de l'infrastructure, de la connectivité et de l'équipement informatique des écoles est clé à avancer dans le domaine de la technologie et à soutenir l'apprentissage et la réussite des élèves. Les activités du CSFP qui assurent la haute qualité de l'éducation soutiennent l'orientation stratégique du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance que « les fondements de l'éducation sont renforcées pour chaque élève tout au long du primaire, de l'élémentaire et du secondaire », notamment à travers la mise en œuvre de la politique des écoles accueillantes et sécuritaires l'inclusion scolaire.

But 3 : En date du 30 juin 2017, le Conseil scolaire francophone provincial aura amélioré les apprentissages par l'intégration des compétences du 21^e siècle et de la technologie.

Mesure : Intégré des compétences du 21^e siècle et de la technologie

Indicateurs :

- Développé un plan de technologie
- Amélioré l'intégration des compétences du 21^e siècle
- Augmenté les occasions de formation des enseignants

Objectif de 2014-15 :

En date du 30 juin 2015, le Conseil scolaire francophone provincial aura mis en œuvre des stratégies de l'intégration des compétences du 21^e siècle et de la technologie.

Mesure : Mis en œuvre de stratégies

Indicateurs :

- Fait de la formation avec les enseignants au sujet des compétences du 21^e siècle
- Développé un plan de technologie
- Augmenté l'utilisation de la technologie

Indicateur : Fait de la formation avec les enseignants au sujet des compétences du 21^e siècle

Lors des journées de formation du CSFP en octobre 2014, plusieurs enseignants ont bénéficié d'un atelier à propos de l'apprentissage au 21^e siècle. La directrice des services éducatifs et la coordonnatrice de français/anglais/sciences humaines ont présenté les caractéristiques de l'apprentissage au 21^e siècle et ont accompagné les enseignants dans l'analyse de milieux d'apprentissage et dans l'élaboration d'activités qui reflètent les caractéristiques de l'apprentissage au 21^e siècle. En plus, des membres du personnel ont assisté à une formation à



propos de l'intégration des iPads en salle de classe, pour mieux accompagner les enseignants à intégrer cette technologie à leur pratique.

Indicateur : Développé un plan de technologie

En raison de contraintes du personnel et de priorités concurrentes, le plan de technologie n'a pas été complété en 2014-15. Le plan sera élaboré en 2015-16, et portera surtout sur la citoyenneté numérique et sur les protocoles et procédures pour l'intégration de la technologie au service de l'enseignement et de l'apprentissage.

Indicateur : Augmenté l'utilisation de la technologie

L'utilisation de la technologie est une question de préoccupation au CSFP. En 2014-15, le CSFP a apporté plusieurs améliorations au système informatique pour permettre un plus grand accès pour les étudiants et les enseignants. L'infrastructure a été améliorée dans les écoles, y compris deux nouveaux serveurs. La capacité de Wi-Fi a été améliorée dans toutes les écoles. En plus, les écoles ont poursuivi l'intégration des iPads dans les classes primaires. On a pu fournir à plusieurs enseignants de nouveaux ordinateurs portables pour faciliter leur planification et leur instruction. Le district a continué l'achat et l'installation de tableaux blancs interactifs et des technologies comparables (*e-beam*). L'utilisation de Lync comme un outil de communication et de réunion a augmentée. Par exemple, les coordonnatrices et les enseignants de l'intermédiaire et du secondaire se sont réunis par Lync pour planifier des évaluations communes.

Les enseignants et le personnel du district ont également bénéficié de l'apprentissage professionnel sur l'utilisation des iPads et des tableaux blancs interactifs comme outils d'enseignement et d'apprentissage.

Toutes les écoles se servent de PowerSchool pour l'inscription et les présences des élèves. Les enseignants de l'intermédiaire et du secondaire ont fait de la formation sur le composant *Carnet de notes* pour inscrire les notes des évaluations et pour générer les bulletins des élèves.

Objectif de 2015-16 :

En date du 30 juin 2016, le Conseil scolaire francophone provincial aura continué la mise en œuvre de stratégies de l'intégration des compétences du 21^e siècle et de la technologie.

Mesure : Continué la mise en œuvre de stratégies

Indicateurs :

- Commencé la mise en œuvre du plan de technologie
- Continué à augmenter l'exploitation de la technologie
- Augmenté l'intégration des pratiques de l'apprentissage au 21^e siècle



FAITS SAILLANTS PAR ÉCOLE

École Boréale: En 2014-15, les élèves de l'École Boréale ont participé à plusieurs activités pour soutenir leurs apprentissages et leur développement. On peut citer, entre autres, la marche Terry Fox, la natation, les sorties de glissade et une sortie à Birch Brook pour une visite organisée et des activités de plein air. Les élèves ont également participé à la Dictée PGL et au Concours d'art oratoire provincial. Au cours de la semaine nationale francophone, en mars, l'école a organisé un concours de Scrabble™ en ligne avec deux autres écoles. Les élèves ont également participé au Projet Imaginez-Action, un projet de compostage qui impliquait aussi les familles. L'école a aussi organisé une foire du livre Scholastic en octobre.

École Notre-Dame-du-Cap : L'École Notre-Dame-du-Cap a reçu un prix spécial pour son projet contre l'intimidation, dans le cadre des projets d'école accueillante et sécuritaire du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Au cours de 2014-15, l'École Notre-Dame-du-Cap a également organisé plusieurs activités culturelles, y compris l'accordéon/la musique traditionnelle, le carnaval d'hiver, les activités liées à la Semaine nationale de la francophonie, les Jeux de l'Acadie, et la Chandeleur. Les activités de conditionnement physique occupaient aussi une partie importante de la vie l'école ; des sorties de natation et de golf ont été organisées, et un projet pour intégrer des activités physiques dans la salle de classe, *1, 2, 3 ... bougez!*, a été mis en place. Des activités liées au curriculum, y compris l'Expo-sciences, la Fête du patrimoine et le Concours d'art oratoire provincial ont eu lieu. En coopération avec l'Association régionale de la côte ouest, l'école a organisé une activité intergénérationnelle, où des personnes âgées de la communauté ont partagé des pratiques traditionnelles avec les élèves.

École Sainte-Anne: Les élèves de l'École Sainte-Anne ont profité de nombreuses activités en 2014-15. Dans le cadre du programme Connexions culturelles, la classe de grade 2^e/3^e a créé une peinture murale représentant la tradition du conte; les élèves ont dévoilé la murale lors de la Fête du patrimoine en avril. Plus de 40 étudiants ont participé à la Fête du patrimoine. Neuf étudiants ont participé à la finale régionale à Corner Brook, et deux élèves de 10^e année ont voyagé en France et en Belgique dans le cadre du Programme des ambassadeurs. Les élèves ont également participé à plusieurs activités de bienfaisance, y compris l'Opération enfant de Noël et la marche Terry Fox.

École des Grands-Vents: En 2014-15, les élèves de la 4^e au secondaire ont participé à l'Expo-sciences. L'école était aussi l'hôte du Concours d'art oratoire provincial en avril. Au cours de la Semaine de la francophonie, les élèves ont participé à une variété d'activités, y compris un concours de sculptures sur neige et la tire sur la neige. Dans le cadre du Festival du Vent, organisé par l'Association communautaire francophone de Saint-Jean, les élèves ont assisté à un spectacle de marionnettes et ont participé à des ateliers de cirque. Pour souligner la Journée provinciale francophone, les élèves ont présenté des témoignages de leur fierté d'être francophones et la chorale a chanté lors de la cérémonie du lever du drapeau à l'édifice de la Confédération.



Centre éducatif l'ENVOL: En 2014-15, le Centre éducatif l'ENVOL a mis en place une variété d'activités parascolaires, y compris un club de course et des activités d'art. En février, l'école a organisé une foire du livre, qui a permis à l'école d'acheter de nouvelles ressources pour la bibliothèque. En décembre, l'école a organisé un carnaval de Noël, en collaboration avec la communauté francophone de l'Ouest du Labrador. Les élèves ont participé à des courses de luge, à un parcours d'obstacles, à de l'improvisation et à des jeux collaboratifs, le tout accompagné par un déjeuner préparé par les parents. L'école a participé au programme de lait de la Kids Eat Smart Foundation. Enfin, au printemps, l'école a organisé une activité pour contrer l'intimidation pour les élèves de 4^e/5^e/6^e.



ANNEXE A – Schools Act, 1997

Duties of boards

75. (1) A board shall

- (a) organize and administer primary, elementary and secondary education within the district;
- (b) provide for the instruction of students either by the establishment of a program in its schools or by making an arrangement with another board or with another educational body in Canada ;
- (c) determine policy for the effective operation of primary, elementary and secondary schools in the district;
- (d) ensure that policies and guidelines issued by the minister relating to special education for students are followed in schools under its jurisdiction;
- (e) ensure adequate supervision of all students enrolled in its schools during the period for which the board is responsible for those students;
- (f) develop a policy on employment equity and a plan for implementing the policy;
- (g) appoint and dismiss employees;
- (h) appoint and assign duties of teachers;
- (i) adopt personnel policies which shall follow the personnel administration procedures of the government of the province, with the necessary changes, unless other policies are approved, in writing, by the minister;
- (j) formulate policies for evaluating employees;
- (k) arrange for the bonding of the assistant director of finance and administration and other persons employed by the board whose duties include the collecting, receiving or depositing of money belonging to the board;
- (l) purchase or otherwise acquire, subject to the prior written approval of the minister, real property that it requires;
- (m) ensure that those programs or courses of study, including courses in religious education, and the materials prescribed or approved by the minister are followed in the schools under its control;
- (n) ensure that each school within its district maintains adequate program and performance standards;
- (o) establish policies for student evaluation and student promotion;
- (p) establish priorities for school construction, maintenance and repair and make recommendations to the minister;
- (q) make known to the public and enlist the support of the public for board policies and programs;
- (r) transmit to the minister all records and returns required by this Act and other reports and returns that the minister may require;
- (s) where the board considers it necessary, arrange for a system of transportation of students to and from schools;
- (t) where arrangements are made by it for the transportation of students, ensure that all vehicles engaged in carrying students to and from school are
 - (i) in good mechanical condition,
 - (ii) have adequate liability insurance, and
 - (iii) that an appropriate bus safety program is offered to students who are transported by bus;



- (u) insure and keep insured all its buildings and equipment and obtain insurance indemnifying it against liability in respect of a claim for damages or personal injury;
 - (v) admit, at all reasonable times and subject to the terms of an agreement between it and the Memorial University of Newfoundland, a student enrolled in the Faculty of Education or School of Physical Education and Athletics at that University to a school under its control for the purpose of observation and the practice of teaching;
 - (w) admit, at all reasonable times and subject to the terms of an agreement between it and a college or institute, a student enrolled in a training program for student assistants, to a school under its control for the purpose of observation and activities associated with a work term;
 - (x) organize and administer a school in an institution, where directed to do so by the minister;
 - (y) comply with a policy directive of the minister; and
 - (z) immediately inform the minister in writing of a vacancy in the position of director or assistant director.
- (2) Notwithstanding paragraph (1)(g), an emergency supply shall not be employed or appointed to teach without the permission of the minister.
- (3) A board shall be responsible to the minister for the expenditure of public funds, the conduct of programs of instruction, and evaluation required by the minister and for the maintenance of adequate program and performance standards in schools in the district.

1997 cS-12.2 s75

Powers of boards

76. (1) A board may
- (a) employ persons that the board considers necessary for its operations and to carry out its objects;
 - (b) enter into agreements for the purpose of carrying out its functions under this Act;
 - (c) permit a school building under its control to be used outside of school hours, where this does not interfere with the regular conduct of the school;
 - (d) assess a person or group a fee for use of a school under paragraph (c);
 - (e) require a student, believed by a teacher to be suffering from a communicable disease or a physical or mental condition which might endanger an employee of the board or other students, to be examined by a medical practitioner or other professional person appointed or approved by the board and, upon the recommendation of the medical practitioner or that other professional person, exclude that student from school until a certificate acceptable to the board is obtained from a medical practitioner or that other professional person permitting that student to return to school, but an exclusion or extension of an exclusion shall be reviewed by the board within 25 school days;
 - (f) by notice, in writing, require an employee or other person to undergo a physical examination by a medical practitioner appointed or approved by the board or a psychological examination by 2 medical practitioners or 2 psychologists registered under the Psychologists Act and to submit a certificate acceptable to the board signed by the medical practitioners or psychologists setting out the conclusions regarding the physical or mental health of that employee or person;
-



- (g) summarily dismiss an employee or other person who within 14 days from the date of receiving a notice under paragraph (f) has not made a reasonable attempt to obtain the examination;
 - (h) where a certificate submitted to a board under paragraph (f) shows that an employee or other person's physical or mental health would be injurious to an employee of the board or the students, direct the employee or other person to take sick leave or other earned leave or, where he or she has no sick leave or other earned leave or the sick leave or other earned leave is exhausted, require the employee or other person to take unpaid leave;
 - (i) suspend from work, with or without pay, an employee or other person who is charged with an offence that in the opinion of the board would make that employee or other person unsuitable to perform his or her duties;
 - (j) provide, subject to the written permission of the parent of the student concerned and in conjunction with the appropriate officials responsible for traffic control in the area, a system of school patrols in which a student may assist in the control of motor vehicle traffic on highways or elsewhere so far as the traffic may affect a student going to or from the school;
 - (k) raise money, subject to the prior written approval of the minister, upon its corporate credit and for the purpose of the board;
 - (l) sell or lease property for the purpose of the board, subject to the prior written approval of the minister;
 - (m) levy a fee for the transportation of students; and
 - (n) become a member of a provincial association of school boards and pay a required membership fee.
- (2) Notwithstanding section 75 or subsection (1) of this section, a board may close a school only after the parents of students affected have been given an opportunity to make representations to the board.

1997 cS-12.2 s76

Composition of conseil scolaire

95. (1) The conseil scolaire, not exceeding 12 trustees, shall be elected by the voting members of the conseils d'ecole established under section 102 from among the voting members.
- (2) Notwithstanding subsection (1),
 - (a) employees of the conseil scolaire;
 - (b) a person who has a contract with, or an interest in a contract with, the conseil scolaire; and
 - (c) unless prior written approval is given by the minister, employees of the department of the government responsible for education are not eligible for election to the conseil scolaire.
- (3) The number of trustees to be elected by each conseil d'ecole shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the conseil scolaire.
- (4) Notwithstanding subsection (3), the first elected conseil scolaire shall comprise 10 trustees elected as follows:
- (a) 4 from the conseil d'ecole de Port au Port;
 - (b) 2 from the conseil d'ecole de l'ouest du Labrador ;



- (c) 2 from the conseil d'ecole de l'est du Labrador ; and
- (d) 2 from the conseil d'ecole de St. John's .
- (5) The conseil scolaire shall be elected not later than 30 days after the election of the conseils d'ecole under section 102.

1997 cS-12.2 s95

Building funds

100. The minister shall pay out money voted by the Legislature for the construction, recommendations of the conseil scolaire.

Conseil d'ecole - voting members

102. (1) There shall be a conseil d'ecole responsible for each French first language school.

(2) The number of elected members comprising a conseil d'ecole, not exceeding 9, and each school for which the conseil d'ecole is responsible, shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the conseil scolaire.

(3) Notwithstanding subsection (2), the first elected

(a) conseil d'ecole de Port au Port shall be responsible for each French first language school located in Mainland and Cape St. George;

(b) conseil d'ecole de l'ouest du Labrador shall be responsible for each French first language school located in Labrador City or Wabush;

(c) conseil d'ecole de l'est du Labrador shall be responsible for each French first language school located in Happy Valley - Goose Bay; and

(d) conseil d'ecole de St. John's shall be responsible for each French first language school located in St. John's .

(4) A parent of

(a) a student enrolled in a French first language school;

(b) a child registered to attend a French first language school; and

(c) a child who is eligible under this Act to be registered to attend a French first language school and who is not registered in another school may vote in an election of members to a conseil d'ecole responsible for that school.

(5) A candidate for election to a conseil d'ecole shall be

(a) at least 18 years of age;

(b) a citizen of Canada or a lawful resident of Canada ;

(c) a resident of the province; and

(d) nominated by a person eligible to vote in an election of members to that conseil d'ecole.

(6) The principal of or a teacher in a French first language school is not eligible to be a candidate for election under this section to the conseil d'ecole responsible for that school.

(7) The director of the conseil scolaire is not eligible to be a candidate for election to a conseil d'ecole.

(8) Where fewer members are elected to a conseil d'ecole than the number set by order of the minister, the minister shall on the recommendation of the conseil scolaire or the interim conseil scolaire established under section 114 appoint the number necessary to satisfy the order.



(9) A member elected or appointed to a conseil d'ecole under this section shall be a voting member of the conseil d'ecole.

(10) The election of members to a conseil d'ecole shall be held at the same time as board elections are held under section 53 or at the time the minister directs on the recommendation of the conseil scolaire and the term of office of a member elected to a conseil d'ecole shall be the same as that of a trustee.

1997 cS-12.2 s102



ANNEXE B

États financiers

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NON-CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
JUNE-30-15**

CONTENTS

	PAGE
Management Report	1
Independent Auditor's Report	2
Non-Consolidated Statement of Financial Position	3
Non-Consolidated Statement of Operations and Change in Accumulated Surplus	4
Non-Consolidated Statement of Change in Net Debt	5
Non-Consolidated Statement of Cash Flows	6
Notes to Non-Consolidated Financial Statements	7
Non-Consolidated Schedules	14
Supplementary Information	23

Management Report

Management's Responsibility for the Financial Statements

The financial statements of School District have been prepared by management in accordance with Canadian public sector accounting standards and provincial reporting legislation and the integrity and objectivity of these statements are management's responsibility. Management is also responsible for all of the notes to the financial statements and schedules, and for ensuring that this information is consistent, where appropriate, with the information contained in the financial statements.

Management is also responsible for implementing and maintaining a system of internal controls to provide reasonable assurance that reliable financial information is produced.

The Board of Directors of the Conseil scolaire francophone provincial (called the "Board") is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting and internal control and exercises these responsibilities through the Board. The Board reviews internal financial statements on a periodic basis and external audited financial statements yearly.

The external auditors, Winsor Coombs, conduct an independent examination, in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, and express their opinion on the financial statements. The external auditors have full and free access to financial management of the School District and meet when required.

The accompanying independent Auditor's Report outlines their responsibilities, the scope of their examination and their opinion on the School Board's financial statements.

On behalf of the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador:



Signature of the Chairperson of the Board - Mr. Ali Chaisson **Date Signed**
December 18, 2015



Signature of the Director of Education (Acting) - Mr. Peter Smith **Date Signed**
December 15, 2015



Signature of the Assistant Director Education (Finance & Administration) - Mr. Peter Smith **Date Signed**

Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

65, chemin Ridge | Saint Jean (NL) | A1B 4P5 | Telephone (709) 722-6324 | Telecopieur (709) 722-6325 | www.csfp.nl.ca | conseil@csfp.nl.ca

INDEPENDENT AUDITORS' REPORT

To the Members of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

We have audited the accompanying non-consolidated financial statements of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, which comprise the statement of financial position as at June 30, 2015 and the non-consolidated statements of operations, and accumulated surplus, change in net debt and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Non-consolidated Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these non-consolidated financial statements in accordance with Canadian Public Sector Accounting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these non-consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the non-consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the non-consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the non-consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the non-consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the non-consolidated statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the non-consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador as at June 30, 2015, and the results of its operations, the change in its net debt and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian Public Sector Accounting Standards.

Mount Pearl, Newfoundland and Labrador

December 14, 2015


Chartered Professional Accountants

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NON-CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
JUNE-30-15**

FINANCIAL ASSETS

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Bank	\$ 128,559	\$ 78,792
Short Term Investments	13,155	209,500
Accounts Receivable (Note 8)	714,545	658,617
Harmonized Sales Tax Receivable	<u>35,615</u>	<u>32,991</u>
	<u>891,874</u>	<u>979,900</u>

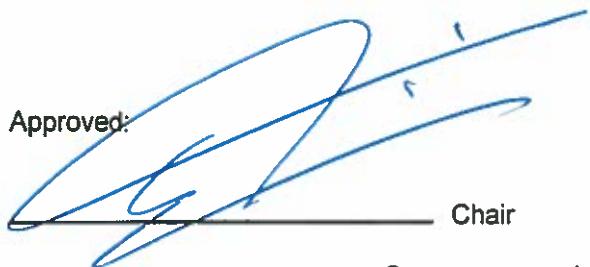
FINANCIAL LIABILITIES

Due to the Government of Newfoundland and Labrador	189,210	182,700
Accounts Payable and Accruals (Note 9)	67,289	57,719
Summer Pay Liability (Note 4)	554,844	501,489
Deferred Revenue	104,449	77,097
Repayable Deposits (Note 6)	13,155	10,280
Employee Future Benefits		
Accrued Severance Pay (Note 12)	687,248	601,408
Accrued Sick Leave (Note 7)	508,889	469,568
Other (Note 13)	<u>152,226</u>	<u>110,376</u>
	<u>2,277,310</u>	<u>2,010,637</u>
Net Debt	<u>(1,385,436)</u>	<u>(1,030,737)</u>

NON-FINANCIAL ASSETS

Capital Assets (Schedule 7)	8,430,069	8,633,674
Prepaid Expenses (Supp. Info 1)	<u>10,520</u>	<u>10,071</u>
	<u>8,440,589</u>	<u>8,643,745</u>
Accumulated surplus (Note 11)	<u>\$ 7,055,153</u>	<u>\$ 7,613,008</u>

Approved:


_____ Chair


_____ Director of Education

See accompanying notes to the financial statements

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NON-CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS
JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Revenue (Schedule 1)			
Provincial Government Grants	\$ 7,888,200	\$ 8,307,357	\$ 6,936,447
Grants - Official Languages in Education Projects	984,415	994,321	1,024,252
Ancillary Services	145,800	146,614	146,830
Miscellaneous	<u>1,650</u>	<u>1,171</u>	<u>13,514</u>
Total revenue	<u>9,020,065</u>	<u>9,449,463</u>	<u>8,121,043</u>
Expenditures			
Administration (Schedule 2)	557,350	665,133	547,371
Instruction (Schedule 3)	5,058,400	5,513,703	4,991,092
Operations and Maintenance (Schedule 4)	1,657,750	2,013,822	1,352,804
Pupil Transportation (Schedule 5)	606,000	617,566	548,689
Ancillary Services and Miscellaneous (Schedule 6)	207,150	239,226	252,407
Pupil Services - Official Languages in Education Projects (Schedule 8)	761,615	761,617	759,039
Community Programs - Official Languages in Education Projects (Schedule 9)	<u>181,800</u>	<u>196,251</u>	<u>178,465</u>
Total expenditure	<u>9,030,065</u>	<u>10,007,318</u>	<u>8,629,867</u>
Excess Expenditures over Revenue	(10,000)	(557,855)	(508,824)
Accumulated Surplus, Beginning of Year	<u>7,613,008</u>	<u>7,613,008</u>	<u>8,121,832</u>
Accumulated Surplus, End of Year (Note 11)	<u>\$ 7,603,008</u>	<u>\$ 7,055,153</u>	<u>\$ 7,613,008</u>

See accompanying notes to the financial statements

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NON-CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGE IN NET DEBT
JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Excess of expenses over revenue	\$ (10,000)	\$ (557,855)	\$ (508,824)
Acquisition of tangible capital assets	-	(254,265)	(157,623)
Amortization of tangible capital assets	-	457,869	451,639
Net change in prepaid expenses	<u>-</u>	<u>(448)</u>	<u>4,082</u>
Change in net debt	(10,000)	(354,699)	(210,726)
Net debt, beginning of year	<u>(1,030,737)</u>	<u>(1,030,737)</u>	<u>(820,011)</u>
Net debt, end of year	<u>\$ (1,040,737)</u>	<u>\$ (1,385,436)</u>	<u>\$ (1,030,737)</u>

See accompanying notes to the financial statements

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NON-CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOWS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

Cash from (used for)	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Operating Transactions		
Excess of expenditures over revenue	\$ (557,855)	\$ (508,824)
Items not affecting cash		
Amortization	457,869	451,639
Accounts receivable	(55,928)	168,384
Harmonized sales tax receivable	(2,624)	(4,183)
Prepaid expenses	(449)	4,083
Due to Government of Newfoundland and Labrador	6,510	(50,627)
Accounts payable and accruals	9,570	(15,020)
Repayable deposits	2,875	141
Summer pay liability	53,355	(174,759)
Accrued severance pay	85,840	80,188
Accrued sick leave	39,321	36,489
Other employee future benefits	41,850	33,548
Deferred revenue	<u>27,353</u>	<u>15,960</u>
	<u>107,687</u>	<u>37,019</u>
Capital asset transactions		
Additions to capital assets	<u>(254,265)</u>	<u>(157,623)</u>
Investing activities		
Short term investments	<u>196,345</u>	<u>100,000</u>
Increase (decrease) in cash	49,767	(20,604)
Cash, beginning of year	<u>78,792</u>	<u>99,396</u>
Cash, end of year	<u>\$ 128,559</u>	<u>\$ 78,792</u>

See accompanying notes to the financial statements

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

1. Nature of Operations

The Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP or "the Board") is the sole public Francophone school board in Newfoundland and Labrador. According to Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the Board provides French-first-language education to the children of eligible right-holders. The Board services the entire province of Newfoundland and Labrador and it possesses the same authority as the English public school board of the province, but with an extra mandate to promote the French language and culture.

2. Significant Accounting Policies

The accompanying financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector which are represented by standards issued by the Public Sector Accounting Board (PSAB) of the Chartered Professional Accountants of Canada (CPA Canada).

A summary of significant accounting policies adopted by the Board is as follows:

- a) These financial statements are prepared on a non-consolidated basis. These financial statements do not include school based financial activities which would consist of revenues, expenses and net assets controlled by school administrations.
- b) The Board's main source of funding is derived from Government of Newfoundland and Labrador, Department of Education ("the Department"). The Department provides funding for operations, transportation, capital expenditures and teacher salaries and severance pay. Funding is included in revenue on the accrual basis and when the related expenditures have been incurred with the exception of funding for the severance pay, sick leave and executive paid leave. In these three cases, funding is recorded when the severance is paid to employees (see Note 12), when sick leave is taken (Note 7) or when paid leave is taken by executives (see Note 13). Funding designated for specific purposes, for which criteria has not been met, is deferred and included in revenue when the related expenditures have been incurred.
- c) Capital asset additions are recorded at full cost and are amortized over their useful lives.
- d) Capital assets are amortized using the straight line method based on the following number of years:

School Buildings	40 years
Furniture	10 years
Equipment	10 years
Computers	4 years
- e) The School Board has acquired, in certain cases, land for its buildings without cost. In other cases, the Board obtained authorization to use the land without ownership, as long as the properties are used for educational purposes. Finally, in cases where the land is Board property and value determinations were not possible, fair market values were not recorded.

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

- f) The Government of Newfoundland and Labrador processes the payrolls and remits the source deductions directly to the appropriate agencies for all principals, teachers, student assistants, board management and program coordinators. The amounts recorded in the financial statements represent gross salaries and employee benefits as reported by the Department for the year.
- g) All permanent employees of the Board are covered by pension plans administered by the Government of Newfoundland and Labrador. Contributions to these plans are required from both the employee and the Board. Post retirement obligations to employees are the responsibility of the Government of Newfoundland and Labrador. For pensions, employer contributions are recognized in the accounts on a current basis.
- h) Employees are entitled to severance benefits as stipulated in their conditions of employment. The right to be paid severance pay vests with employees with nine years of continual service with the CSFP or another public sector employer. Severance is payable when the employee ceases employment with the CSFP and the public sector. The severance benefit obligation has been actuarially determined using assumptions based on management's best estimates of future salary and wage changes, employee age, years of service, the probability of voluntary departure due to resignation or retirement, the discount rate and other factors. Discount rates are based on the Province's long-term borrowing rate. Actuarial gains and losses are recognized over time, per the actuarial calculation, through the non-consolidated statement of operations.
- i) Employees of the CSFP are entitled to sick pay benefits which accumulate but do not vest. In accordance with Public Sector Accounting Standards for post-employment benefits and compensated balances, the CSFP recognizes the liability in the period in which the employee renders service. The obligation is actuarially determined using assumptions based on management's best estimates of the probability of use of accrued sick leave, future salary and wage changes, employee age, the probability of departure, retirement age, the discount rate and other factors. Discount rates are based on the Province's long-term borrowing rate. Actuarial gains and losses are recognized over time, per the actuarial calculation, through the non-consolidated statement of operations.
- j) In preparing the financial statements for the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, management is required to make estimates and assumptions that affect the reported amount of assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the period. Actual results could differ from these estimates.

Examples of significant estimates include:

- the liability for Employee Future Benefits
- providing for amortization of tangible capital assets
- the estimated useful lives of assets

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

3. Financial Instruments

The Board's financial instruments consist of cash, short term investments, accounts receivable, accounts payable and employee benefits payable. It is management's opinion that the Board is not exposed to significant interest rate, currency or credit risk arising from these financial instruments.

The carrying value of the Board's financial instruments approximate fair values.

4. Summer Pay Liability

The Board records a vacation (summer) pay liability for teachers in the District. This liability relates to teacher's salaries earned during the school year but not fully paid to teachers until subsequent to June 30. Accordingly, the Board has recorded teachers' vacation pay receivable of \$554,844 in Accounts Receivable (2014 - \$501,489).

5. Insurance Subsidy

The cost of insuring school properties is incurred by the Provincial Government and no amount has been recorded in these financial statements to reflect this cost.

6. Repayable Deposits

The School Board collects performance bonds from suppliers for the provision of multi-year heating, ventilation and air conditioning maintenance contracts as well as for multi-year snow clearing contracts. These deposits earn interest at market rates. The balance as at June 30, 2015 is payable as follows:

2016	11,155
2017	<u>2,000</u>
Total:	<u>\$ 13,155</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

7. Employee Future Benefits - Accrued Sick Leave

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Accrued benefit liability, beginning of year	\$ 469,568	\$ 433,079
Benefits expense		
Current service cost	63,194	60,174
Interest expense	18,245	17,591
Amortization of loss in period	1,297	772
Benefits paid	<u>(43,415)</u>	<u>(42,048)</u>
Total accrued benefit liability, end of year	508,889	469,568
Unamortized actuarial experience loss (gain)	<u>25,181</u>	<u>13,649</u>
Total accrued benefit obligation	<u>534,070</u>	<u>483,217</u>
Accrued benefit liability according to employee groups		
Teachers	449,575	412,999
Board employees	41,747	40,094
Student assistants	<u>17,567</u>	<u>16,475</u>
Total accrued benefit liability, end of year	<u>\$ 508,889</u>	<u>\$ 469,568</u>

The significant actuarial assumptions used in measuring the accrued sick leave and benefits expenses are as follows:

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Discount rate - benefit cost (%)	3.35	3.70	3.91
Rate of compensation increase			
Teachers - less than 10 yrs service		7.25%	
Teachers - more than 10 yrs service		4.00%	
Student assistants		4.00%	
Board employees		4.00%	

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

8. Accounts Receivable	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Provincial government	\$ 71,415	\$ 3,136
Provincial government - Summer pay - teachers	554,844	501,489
Provincial government - Transportation	-	58,674
Federal government	22,453	11,521
Rent	36,620	54,906
Interest	-	536
Travel advances and miscellaneous	19,550	300
Provincial government construction grants	<u>9,663</u>	<u>28,055</u>
	<u>\$ 714,545</u>	<u>\$ 658,617</u>
9. Accounts Payable and Accrued Liabilities	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Trade payables	\$ 41,414	\$ 26,025
Accrued liabilities	25,875	22,000
Accrued salaries and benefits payable	<u>-</u>	<u>9,694</u>
	<u>\$ 67,289</u>	<u>\$ 57,719</u>
10. Expenses by Object	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Salaries	\$ 5,769,154	\$ 5,226,750
Employee benefits	1,087,020	1,010,246
Supplies and services	2,212,545	1,550,607
Contract services and fees	367,592	237,958
Training	63,066	90,857
Rentals	48,146	61,422
Amortization	457,871	451,640
Interest	<u>1,924</u>	<u>387</u>
	<u>\$ 10,007,318</u>	<u>\$ 8,629,867</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

11. Breakdown of Accumulated Surplus

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Year end composition		
Restricted reserve - Centre des Grands-Vents (Note 14)	\$ 42,554	\$ 61,863
Net investment in capital assets	8,430,069	8,633,674
Unfunded accrued sick leave (Note 7)	(508,889)	(469,568)
Unfunded accrued employee severance pay	(640,601)	(545,906)
Unfunded paid leave - executive (Note 13)	(95,273)	(80,785)
Operating accumulated surplus (deficit)	<u>(172,707)</u>	<u>13,730</u>
Total accumulated surplus	<u>\$ 7,055,153</u>	<u>\$ 7,613,008</u>

12. Employee Future Benefits - Accrued Severance Pay

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Accrued benefit liability, beginning of year	\$ 601,408	\$ 521,220
Benefits expense		
Current service cost	97,567	91,271
Interest expense	24,219	21,906
Amortization of loss in period	2,227	1,169
Benefits paid	<u>(38,173)</u>	<u>(34,158)</u>
Accrued benefit liability, end of year	687,248	601,408
Unamortized actuarial loss (gain)	<u>57,739</u>	<u>23,487</u>
Accrued benefit obligation, end of year	<u>744,987</u>	<u>624,895</u>
Accrued benefit liability according to employee groups		
Teachers	590,035	499,428
Board employees	88,918	95,743
Student assistants	<u>8,295</u>	<u>6,237</u>
Total accrued benefit liability, end of year	<u>\$ 687,248</u>	<u>\$ 601,408</u>

The significant actuarial assumptions used in measuring the accrued sick leave and benefits expenses are as follows:

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Discount rate - benefit cost (%)	3.35	3.70	3.91
Rate of compensation increase			
Teachers - less than 10 yrs service		7.25%	
Teachers - more than 10 yrs service		4.00%	
Student assistants		4.00%	
Board employees		4.00%	

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

13. Employee Future Benefits - Other

Paid leave for executive staff and vacation pay benefits payable for Board office administration staff, school secretaries and janitorial staff are recorded in accordance with the benefit rates applicable to these groups.

Other employee future benefits is comprised of the following:

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Executive staff paid leave	\$ 95,273	\$ 80,785
Employee vacation pay	<u>56,953</u>	<u>29,591</u>
	<u>\$ 152,226</u>	<u>\$ 110,376</u>

14. Reserve

In accordance with leases with the tenants of the Centre scolaire et communautaire des Grand-Vents in St. John's, the CSFP maintains a reserve constituted of funds that management has designated as restricted for the future purchase of computer equipment and major renovations to this building.

15. Comparative Figures

Some of the comparative figures have been reclassified to conform to the current year's presentation.

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 1 - REVENUES
YEAR ENDED JUNE-30-15**

Revenues	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Grants - Official Languages in Education			
Regular projects	\$ 943,415	\$ 957,868	\$ 967,413
Official language monitor	<u>41,000</u>	<u>36,453</u>	<u>56,839</u>
	<u>984,415</u>	<u>994,321</u>	<u>1,024,252</u>
Provincial government grants			
Regular operating grants	1,528,600	1,543,893	1,510,776
Acquisition of capital assets - buildings and land	454,500	170,843	-
Major renovations to buildings	400,000	589,574	89,057
Special grants			
Language rights support program	25,900	17,995	-
Communication tech (Powerschool)	15,000	9,468	12,792
Other	106,800	294,567	249,971
Salaries and benefits			
Director and Assistant Director	280,500	278,447	273,063
Regular teachers	4,070,000	4,333,587	3,811,962
Substitute teachers	190,000	215,480	192,238
Student assistants	97,900	121,804	139,750
Senior Education Officer	119,000	119,712	116,058
Pupil transportation			
Contracted	<u>600,000</u>	<u>611,987</u>	<u>540,780</u>
	<u>7,888,200</u>	<u>8,307,357</u>	<u>6,936,447</u>
Ancillary Services			
Revenues from rental of residences	8,300	9,359	10,350
Revenues from rental of schools and facilities - Grand-Vents	112,500	112,255	111,480
Other rental - ARCO - West Coast	<u>25,000</u>	<u>25,000</u>	<u>25,000</u>
	<u>145,800</u>	<u>146,614</u>	<u>146,830</u>
Miscellaneous			
Interest on investments	1,150	1,137	1,398
Recoveries of expenditures	-	-	12,116
Other - sundry	<u>500</u>	<u>34</u>	<u>-</u>
	<u>1,650</u>	<u>1,171</u>	<u>13,514</u>
Total revenues	<u>\$ 9,020,065</u>	<u>\$ 9,449,463</u>	<u>\$ 8,121,043</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 2 - ADMINISTRATION EXPENDITURES
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Salaries and benefits			
Director and Assistant Director	\$ 280,500	\$ 293,260	\$ 300,851
Board office personnel	90,000	97,147	79,442
Office supplies	4,000	3,077	2,676
Replacement furniture and equipment	6,500	10,487	3,441
Postage	4,000	4,161	4,035
Telephone/internet	14,500	10,396	13,328
Office equipment rentals and repairs	9,500	10,593	9,888
Bank charges	3,750	5,411	3,626
Office rental	5,000	-	-
Repairs and maintenance - office buildings	3,000	1,432	2,551
Travel	23,000	13,587	19,691
Board meeting expenses	19,000	13,569	26,790
Professional fees	55,000	175,753	48,212
Advertising - recruitment	7,500	1,200	1,967
Membership dues	6,000	8,902	11,177
Municipal service fees	1,500	-	-
Relocation expenses	5,000	2,037	-
Miscellaneous	1,200	765	100
Amortization	15,000	11,158	15,015
Training	3,400	1,448	3,831
Assurance	-	750	750
Total administrative expenditures	<u>\$ 557,350</u>	<u>\$ 665,133</u>	<u>\$ 547,371</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 3 - INSTRUCTIONAL EXPENDITURES
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Instructional salaries (gross)			
Teachers' salaries			
Regular	\$ 3,400,000	\$ 3,658,194	\$ 3,194,086
Substitutes	190,000	192,513	185,070
Senior Education Officer	119,000	118,985	116,447
Board pay	2,500	2,294	492
Employee benefits - general	590,000	634,149	576,106
Employee benefits - sick leave and severance	177,000	144,709	142,672
School secretaries - salaries and benefits	-	173,223	176,352
Payroll tax	80,000	84,873	80,409
Other - salary and benefits - program co-ordinators	143,500	145,942	123,909
Other - salary and benefits - student assistants	<u>97,900</u>	<u>104,515</u>	<u>109,513</u>
	<u>4,799,900</u>	<u>5,259,397</u>	<u>4,705,056</u>
Instructional materials			
General supplies	21,500	21,202	21,913
Library resource materials	-	462	-
Teaching aids	<u>34,750</u>	<u>43,492</u>	<u>39,868</u>
	<u>56,250</u>	<u>65,156</u>	<u>61,781</u>
Instructional furniture and equipment			
Replacement	26,500	20,467	18,720
Rentals and repairs	<u>7,750</u>	<u>7,454</u>	<u>6,932</u>
	<u>34,250</u>	<u>27,921</u>	<u>25,652</u>
Instructional staff travel			
Program co-coordinators	5,000	-	-
Teachers' travel	16,500	24,885	20,257
In-service and conferences	<u>2,500</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>24,000</u>	<u>24,885</u>	<u>20,257</u>
Other instructional costs			
French monitor program	45,000	40,225	62,054
Inclusion - support services	10,000	35,997	35,039
Secretaries - training	5,000	-	4,078
Secretaries - travel	1,500	676	1,386
Secretaries - equipment	4,000	89	3,065
Kinderstart	1,000	734	593
PowerSchool	15,000	9,468	12,829
Art workshop	<u>5,000</u>	<u>-</u>	<u>1,978</u>
	<u>86,500</u>	<u>87,189</u>	<u>121,022</u>
Amortization	<u>57,500</u>	<u>49,155</u>	<u>57,324</u>
Total instruction expenditures	<u>\$ 5,058,400</u>	<u>\$ 5,513,703</u>	<u>\$ 4,991,092</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 4 - OPERATIONS AND MAINTENANCE EXPENDITURES (SCHOOLS)
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Salaries - janitorial	\$ 256,500	\$ 281,004	\$ 261,854
Salaries - maintenance	100,000	92,241	91,769
Electricity	160,000	165,945	163,353
Municipal service fees/garbage removal	20,000	21,418	20,997
Telephone	22,500	41,694	23,101
Vehicle operating and travel	26,000	8,828	23,230
Janitorial supplies	19,000	23,936	17,740
Janitorial equipment	3,500	141	647
Major renovations to buildings - refundable	400,000	589,574	89,057
Minor refundable repairs and maintenance - buildings	50,000	145,321	156,071
Minor repairs and maintenance - buildings	59,000	112,692	-
Repairs and maintenance - equipment	61,000	21,378	36,811
Contracted services - janitorial	2,000	3,069	93
Snow clearing	95,000	113,299	93,631
Other - training	6,000	-	-
Other - security systems	2,250	2,428	1,853
Amortization	<u>375,000</u>	<u>390,854</u>	<u>372,597</u>
Total operations and maintenance	<u>\$ 1,657,750</u>	<u>\$ 2,013,822</u>	<u>\$ 1,352,804</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 5 - PUPIL TRANSPORTATION EXPENDITURES
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Contracted services			
Regular transportation	\$ 600,000	\$ 611,927	\$ 541,233
Extracurricular busing	<u>6,000</u>	<u>5,639</u>	<u>7,456</u>
Pupil transportation expenditures	<u>\$ 606,000</u>	<u>\$ 617,566</u>	<u>\$ 548,689</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 6 - ANCILLARY SERVICES AND MISCELLANEOUS EXPENDITURES
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Ancillary Service Expenditures			
Operation of teachers' residences	\$ 33,150	\$ 33,352	\$ 49,710
Other - Community Centre operations	167,000	199,110	195,993
Amortization	<u>7,000</u>	<u>6,704</u>	<u>6,704</u>
Total ancillary services	<u>207,150</u>	<u>239,166</u>	<u>252,407</u>
Miscellaneous Expenditures			
Total miscellaneous expenses	<u>-</u>	<u>60</u>	<u>-</u>
Total ancillary services and misc. expenses	<u>\$ 207,150</u>	<u>\$ 239,226</u>	<u>\$ 252,407</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 7 - DETAILS OF CAPITAL ASSETS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	Cost	Additions	Cost	Accumulated	Net Book	Net Book
	2014	2015	2015	Amortization	Value	Value
	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Land and Sites						
Land and Sites	\$ 125,000	\$ -	\$ 125,000	\$ -	\$ 125,000	\$ 125,000
Buildings						
Schools	13,819,876	170,842	13,990,718	5,967,865	8,022,853	8,187,141
Administration	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>13,819,876</u>	<u>170,842</u>	<u>13,990,718</u>	<u>5,967,865</u>	<u>8,022,853</u>	<u>8,187,141</u>
Furniture and Equipment						
Schools	690,037	-	690,037	575,896	114,141	163,297
Administration	118,956	-	118,956	115,652	3,304	5,811
Other - Centre des Grands-Vents	<u>67,036</u>	<u>-</u>	<u>67,036</u>	<u>48,803</u>	<u>18,233</u>	<u>24,936</u>
	<u>876,029</u>	<u>-</u>	<u>876,029</u>	<u>740,351</u>	<u>135,678</u>	<u>194,044</u>
Computers						
Schools	528,187	80,125	608,312	475,256	133,056	108,654
Administration	<u>254,006</u>	<u>3,298</u>	<u>257,304</u>	<u>243,822</u>	<u>13,482</u>	<u>18,835</u>
	<u>782,193</u>	<u>83,423</u>	<u>865,616</u>	<u>719,078</u>	<u>146,538</u>	<u>127,489</u>
Total Capital Assets	<u>\$15,603,098</u>	<u>\$ 254,265</u>	<u>\$15,857,363</u>	<u>\$ 7,427,294</u>	<u>\$ 8,430,069</u>	<u>\$ 8,633,674</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**
SCHEDULE 8 - PUPIL SERVICES - OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION PROJECTS
YEAR ENDED JUNE-30-15

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Language recovery	\$ 240,000	\$ 298,884	\$ 247,819
School programs co-ordination	111,615	113,907	106,528
Student support services	110,000	105,063	105,416
Art and cultural programming	51,000	38,630	46,766
Principal and teacher training	57,000	49,308	60,300
Promotion and communications services	62,000	21,214	50,356
Federal project administration	45,000	52,284	50,244
Technology support services	50,000	60,664	47,500
Teacher recruitment and retention	30,000	14,229	24,260
French professional services	-	-	14,225
Educational resource centre	<u>5,000</u>	<u>7,434</u>	<u>5,625</u>
Total pupil services - Official Languages in Education Projects	\$ <u>761,615</u>	\$ <u>761,617</u>	\$ <u>759,039</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SCHEDULE 9 - COMMUNITY PROGRAMS - OFFICIAL LANGUAGES IN
EDUCATION PROJECTS
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>Budget 2015</u>	<u>Actual 2015</u>	<u>Actual 2014</u>
Preschool program	\$ 75,400	\$ 87,172	\$ 71,386
After school programs	63,600	63,629	62,463
Family literacy - Port-au-Port peninsula	30,700	30,906	30,339
Saturday activity camp	<u>12,100</u>	<u>14,544</u>	<u>14,277</u>
Total community programs - Official Languages in Education Projects	\$ <u>181,800</u>	\$ <u>196,251</u>	\$ <u>178,465</u>

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
SUPPLEMENTARY INFORMATION
YEAR ENDED JUNE-30-15**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
1. Prepaid Expenses		
Worker's compensation commission	\$ 7,759	\$ 5,571
Prepaid meeting expenses	426	350
Rental - damage deposit	-	4,150
Other	<u>2,335</u>	<u>-</u>
Total prepaid expenses	<u>\$ 10,520</u>	<u>\$ 10,071</u>